

# TOOMAS HENDRIK ILVES

Président de la République d'Estonie

A l'évidence, la grande réussite de l'Union Européenne tient dans la réconciliation entre l'Allemagne et la France après la Seconde Guerre mondiale, puis en général, la perception qu'il vaut mieux être ensemble et éviter le conflit, ce qui est, à mon sens, l'une des grandes leçons que tout le monde voudrait voir imiter d'une manière ou d'une autre. Dans la mesure où le modèle fonctionne, il doit être appliqué tel quel, comme nous pouvons déjà le constater en Amérique latine et comme nous pouvons l'espérer un jour en Afrique.

Nous devons, en outre, accepter le fait que les conditions ne sont plus du tout les mêmes. Une partie du succès de l'Union Européenne tient dans le fait qu'elle représentait fondamentalement une sorte d'équivalent économique de l'OTAN. Cela créait une ambiance très compétitive en raison de la menace constante d'invasion de l'Union soviétique, ou de la perception d'une menace soviétique, et les Européens ont alors accepté de faire de nombreuses choses que, dans d'autres conditions, un Etat n'aurait pas faites, et je me réjouis qu'ils aient choisi de les faire. Lorsque l'Union soviétique et le bloc de l'Est se sont effondrés, le projet à long terme de l'Occident s'achevait et la promesse faite à l'Europe de l'Est – si on vous donne la liberté de choisir vous ne manquerez pas de devenir comme nous – a fini par se concrétiser entre 1989 et 2004. Tous ces événements ont représenté des avancées positives.

Je suis un peu inquiet de certaines déclarations faites récemment par des personnes dans les pays de la « Vieille Europe » qui imputent la crise économique actuelle à un élargissement trop rapide de l'UE. Par exemple, le 3 novembre 2011, le *Financial Times* a publié un article tout à fait odieux par un ancien responsable des services juridiques de l'UE qui défendait cette thèse. Or, en réalité, les nouveaux Etats membres de l'UE ont fait preuve de davantage de responsabilité budgétaire que les vieux Etats membres.

Cela m'amène au problème suivant auquel nous devons faire face. Pour faire très court, lorsque vous nous interrogez sur les différences culturelles, je dirais que les dispositifs institutionnels, particulièrement dans le cas de l'euro, ne correspondent pas vraiment aux différentes attitudes culturelles qui existent face à la responsabilité budgétaire. Les pays du nord ont tendance à avoir des déficits moins élevés et n'ont pas une dette spectaculaire. On pourrait dire que les pays qui entourent la mer Baltique – l'Allemagne, la Finlande, l'Estonie, la Suède et le Danemark, certains faisant partie de la zone euro et d'autres non – ont bien plus de points communs en termes de responsabilité budgétaire que les pays de l'Union européenne à dix-sept, qui compte des pays comme l'Estonie, le seul pays à avoir un déficit en dessous des 3% et un endettement de moins de 60% de son produit intérieur brut (PIB). En réalité, il s'agit de 7,1%. L'éventail est bien plus large dans ce groupe considéré comme le petit noyau des pays à croissance rapide. En fait, si vous considérez ceux qui partagent des approches communes – que ce soit déterminé culturellement ou pas, je l'ignore – il existe des différences dans les approches adoptées par les membres de l'Union Européenne concernant la frugalité, le manque de frugalité, le fait de rapporter avec honnêteté des données à Eurostat et face à tous les problèmes dont nous avons été témoins.

Cela nous incite peut-être à repenser la signification de l'argent, d'être un pays riche ou un pays pauvre au sein de la zone euro. Si vous êtes une entreprise et que votre endettement est de 150% des revenus que vous avez générés en un an et que vous regardez les actifs et les passifs du bilan de l'entreprise, on ne peut pas dire qu'une entreprise qui doit 150% de sa richesse est nécessairement plus riche qu'un pays qui génère moins de revenus mais qui ne doit pas autant d'argent. Ces questions sont sérieuses, et nous devons les aborder afin de comprendre ce qu'est aujourd'hui un pays riche ou un pays pauvre.

A partir de là, quelle direction devons-nous prendre ? Je n'en suis pas certain. Mon pays a soutenu fortement une intégration plus prononcée et une Union Européenne plus poussée. Nous apportons régulièrement le niveau de soutien le plus élevé à l'Union Européenne. Ce n'est pas une évidence sous prétexte que nous sommes un nouveau pays-membre ; notre voisin au sud, la Lettonie, qui partage une histoire semblable d'occupation par l'Union soviétique



et de déportations et autres atrocités, apporte néanmoins le niveau de soutien le plus faible à l'Union Européenne. Nous pouvons en conclure qu'il existe d'autres facteurs en jeu.

Ce que je perçois comme étant un problème, et l'ancien ambassadeur américain y a fait allusion, est le fait que récemment 75% de notre parlement a voté en faveur du Fonds européen de stabilité financière (FESF) pour renflouer la Grèce. Nous sommes plus pauvres que la Grèce, mais nous avons voté pour. Il s'agissait d'un vote bipartisan, avec la coalition gouvernementale d'un côté et le parti de l'opposition de l'autre. Tous ont voté pour prêter de l'argent à la Grèce, pour un montant qui représente environ un tiers du budget de notre Etat. Alors qu'il y avait de quoi féliciter le parlement d'avoir pris la bonne décision – et j'ai félicité le parlement d'avoir pris la bonne décision et d'avoir fait montre de leadership et de solidarité – un sondage auprès du public réalisé le jour même ou le jour d'après a montré que 75% des personnes interrogées étaient contre le FESF.

Ma question est la suivante : combien de temps pouvons-nous maintenir ou attendre du parlement qu'il maintienne sa solidarité à l'égard de l'Europe dans un pays démocratique alors que c'est en désaccord avec le souhait des électeurs ? Je crains qu'il ne soit pas possible de tenir cette posture très longtemps. En fait, nous pouvons d'ores et déjà constater les résultats dans toute l'Europe du Nord aujourd'hui, avec des partis dits populistes, qui dans un sens sont effectivement populistes mais ne sont certainement pas des partis nationalistes populistes d'extrême droite mais qui se focalisent plutôt sur le fait de savoir qui respecte ou ne respecte pas les règles. Nous avons déjà constaté que le gouvernement finlandais a été formé d'une manière inattendue en raison de la nécessité d'exclure le parti populiste anti-européen. Aux Pays-Bas, le gouvernement est pro-européen mais minoritaire et dépend en réalité d'un parti anti-européen pour faire voter ses lois.

Notre marge de manœuvre est donc limitée et je voudrais souligner que le premier gouvernement qui a chuté en raison de la crise a été l'un des gouvernements les plus responsables d'Europe et, ce qui n'est peut-être pas un hasard, un nouveau Etat-membre de l'UE: la Slovaquie. La Slovaquie, elle aussi plus pauvre que la Grèce, a fait le bon choix, en s'engageant en faveur du FESF, et le gouvernement a chuté. La première victime de la crise en Europe fut un gouvernement qui a pris toutes les décisions que l'on peut attendre d'un bon gouvernement européen. Je pense que nous allons voir de plus en plus de cas de figure de ce genre. En tant qu'ardent défenseur de l'Europe, je suis prêt à prendre des risques – et je peux le faire puisque j'ai été réélu pour un autre mandat de quatre ans et demi. Cependant, je m'inquiète des réactions populaires à la situation. Pour l'instant, le cas de figure ne s'est pas encore présenté, mais lorsque les gens commenceront à comprendre ce sur quoi nous nous sommes accordées hier matin à Bruxelles, je pense que nous pourrions malheureusement nous attendre à une opposition virulente de la part de nos électeurs.